GUTIERREZ (Laurent), LEGRIS (Patricia) (dir.) *Le Collège unique. Éclairages socio-historiques sur la loi du 11 juillet 1975*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, 256 p. [préface d'Antoine Prost]

Clémence Cardon-Quint

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/3846>

DOI : 10.4000/histoire-education.3846

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 219-221

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Clémence Cardon-Quint, « GUTIERREZ (Laurent), LEGRIS (Patricia) (dir.) *Le Collège unique. Éclairages socio-historiques sur la loi du 11 juillet 1975* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 148 | 2017, mis en ligne le 31 décembre 2017, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/3846> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.3846>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

GUTIERREZ (Laurent), LEGRIS (Patricia) (dir.) *Le Collège unique. Éclairages socio-historiques sur la loi du 11 juillet 1975*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, 256 p. [préface d'Antoine Prost]

Clémence Cardon-Quint

RÉFÉRENCE

GUTIERREZ (Laurent), LEGRIS (Patricia) (dir.) *Le Collège unique. Éclairages socio-historiques sur la loi du 11 juillet 1975*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, 256 p. [préface d'Antoine Prost]

- 1 Inscrite dans la loi Haby du 11 juillet 1975, la suppression des filières au collège – la naissance du « collège unique » – n'en finit pas, depuis quarante ans, de susciter débats et controverses, jusqu'à la toute récente réforme du collège, entrée en vigueur en septembre 2016. C'est dire l'intérêt, non seulement pour les historiens, mais au-delà pour le grand public, d'une histoire documentée et rigoureuse de cette réforme. Jusqu'ici la genèse du collège unique avait été abordée dans des ouvrages de synthèse sur l'évolution du système éducatif, ou dans divers travaux, sur l'histoire des disciplines par exemple, dont elle constituait un élément de cadrage sans être au cœur de la réflexion. Il manquait sur cette question un travail de première main, nourri par le dépouillement d'archives. Cet ouvrage collectif, fruit d'une série de séminaires organisés en 2014, vient donc combler une vraie lacune dans l'historiographie. Il ne s'agit pas d'une synthèse qui prétendrait couvrir la totalité des aspects de la réforme. Mais l'ensemble formé par la préface d'Antoine Prost, l'introduction, les neuf chapitres

et les annexes apporte bien davantage qu'une juxtaposition d'analyses, en raison de la cohérence des thèmes traités.

- 2 Après une contribution de Laurent Gutierrez qui pose le cadre chronologique du passage de René Haby au ministère de l'Éducation (1974-1978), les six chapitres suivants explorent avec méthode la genèse de la réforme. Une partie des contributions cible le travail mené au sein des cabinets de René Haby et du président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, afin de mettre en lumière les intentions pédagogiques et politiques qui président à la réforme. Les contributions d'André Robert et de Brunot Poucet montrent ainsi le fossé qui sépare le projet initial du ministre, projet ambitieux et complexe de « modernisation du système éducatif », des priorités du président, soucieux, avant tout, de traduire dans les faits une annonce jugée politiquement porteuse, celle de la suppression des filières dans le premier cycle du second degré. Ces contributions sont utilement complétées par l'enquête de Catherine Dorison et Pierre Kahn sur les représentations que René Haby avait de l'hétérogénéité des élèves au collège et des réponses institutionnelles et pédagogiques qu'elle exigeait. Ils remontent pour cela jusqu'en 1963, période à laquelle, comme adjoint de Jean Capelle à la Direction générale des programmes scolaires, il avait œuvré à la mise en place des classes de transition, filière prévue pour les élèves incapables de suivre le cours normal du collège. De leur analyse ressort notamment qu'une partie des dispositifs qui, pour René Haby, conditionnaient la réussite du collège unique, disparaît à mesure que le projet de réforme se resserre sur le premier cycle.
- 3 Ce progressif rétrécissement s'explique pour une large part par les réactions que le projet initial suscite dans le corps enseignant. Étudiée par Patricia Legris, la campagne d'information orchestrée par le ministre de janvier à mars 1975, inédite par son ampleur et ses modalités, n'est pas parvenue à convaincre ses destinataires, parents d'élèves, enseignants et élèves. Censée inscrire la réforme sous le signe de la concertation et du dialogue, elle cristallise au contraire l'opposition des syndicats et des associations de spécialistes, sans susciter pour autant l'intérêt ni l'adhésion du grand public. Ismaël Ferhat met en lumière les dimensions paradoxales de ce front du refus syndical qui s'accompagne de divergences de fond tant dans l'analyse des problèmes posés par la réforme que dans les solutions proposées. Renaud d'Enfert et Patricia Legris comparent, quant à eux, les réactions de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public et de l'Association des professeurs d'histoire et géographie, et montrent comment leurs prises de position débouchent, à travers la Conférence des présidents des associations de spécialistes, sur une contestation globale du projet ministériel qui renforce le front syndical. Victime des priorités présidentielles comme du poids de la contestation enseignante, c'est donc une réforme sensiblement rétrécie dans ses ambitions, sa portée, mais aussi sa cohérence que promeut la loi du 11 juillet 1975.
- 4 Les deux derniers chapitres portent sur la postérité de la loi Haby. Ludivine Balland s'intéresse à la polémique sur la « crise de l'école » qui enfle au tournant de l'hiver 1983-1984. Elle montre comment certains acteurs – plutôt masculins, littéraires, très titrés scolairement, à la charnière entre le monde médiatique et la sphère universitaire – parviennent à imposer dans le débat public une lecture a-sociologique des difficultés rencontrées par cette institution – exclusivement analysée sous l'angle du rapport au savoir et des normes de comportement. Pierre Merle scrute enfin, en sociologue, le fonctionnement actuel du collège, en montrant les mécanismes de

ségrégation académique et sociale à l'œuvre tant entre établissements qu'à l'intérieur des établissements – par le jeu des filières d'excellence ou de relégation. Il souligne ainsi les effets pervers d'un système qui faute de parvenir à assumer jusqu'au bout le pari de l'hétérogénéité, creuse de facto les inégalités sociales qu'il devait en principe atténuer.

- 5 On pourra peut-être regretter que la question des modèles de scolarisation secondaires offerts par l'étranger n'ait pas été abordée par les auteurs de l'ouvrage : le choix opéré par la France n'est pas isolé, et l'hypothèse – à infirmer ou confirmer – d'un transfert, d'une réappropriation d'expériences étrangères dans la politique scolaire française aurait peut-être mérité un développement. Ceci n'ôte rien à l'intérêt propre des études proposées et plus largement d'un ouvrage qui met à disposition des chercheurs, au moyen de nombreux encadrés et annexes, des données établies avec rigueur (chronologie, liste de textes officiels, données statistiques, etc.), précieux point de départ pour des travaux à venir. En effet, si l'on dispose désormais d'une analyse documentée de la genèse du collège unique, on aimerait un jour lire une histoire de cette institution qui réinscrive dans une perspective temporelle les nombreuses analyses sociologiques publiées à son sujet depuis les années 1980.